

M. MacEachen: Monsieur l'Orateur, je ne crois pas qu'il y ait d'échappatoires. Les garanties que mon collègue a annoncées au mois de décembre seront appliquées à toutes les ententes bilatérales avec les autres pays. La seule chose que je souhaite vérifier, c'est la forme que prendront ces ententes. Je crois comprendre que la signature d'un accord sera exigée dans chaque cas.

* * *

LES SPORTS

DEMANDE D'AIDE EN FAVEUR DES ATHLÈTES À L'ENTRAÎNEMENT POUR LES JEUX OLYMPIQUES

M. Gus MacFarlane (Hamilton Mountain): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. S'intéresse-t-il personnellement à nos athlètes qui pourraient participer aux Jeux olympiques et son ministère exécute-t-il une enquête à ce sujet? Ces athlètes devront peut-être suspendre leurs études ou connaîtront des problèmes d'ordre personnel et financier. Peuvent-ils compter sur le gouvernement pour obtenir une aide spéciale, durant leur entraînement et cette aide sera-t-elle prolongée après la tenue des Jeux?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, à la suite d'un entretien avec un certain nombre d'athlètes, j'ai demandé à mon ministère d'entreprendre une enquête minutieuse sur chaque cas particulier. L'étude est pour ainsi dire terminée. Je dois voir cet après-midi à ce sujet mes collaborateurs qui me présenteront, je l'espère, certaines recommandations. Je compte pouvoir venir en aide à ceux qui en ont vraiment besoin.

* * *

[Français]

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

ON DEMANDE L'ÉTABLISSEMENT D'UN BUREAU À CHAPAIUS OU À CHIBOUGAMAU

M. Armand Caouette (Villeneuve): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Étant donné que la population de Chibougamau-Chapais, qui s'élève présentement à 21,000 personnes, doit parcourir plus de 200 milles pour se rendre au bureau d'Assurance-chômage le plus près, situé à Alma, le ministre pourrait-il dire si des mesures seront bientôt prises pour qu'un bureau local, ou encore un centre d'information, soit bientôt implanté, soit à Chapais, soit à Chibougamau?

[Traduction]

L'hon. Robert K. Andras (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je prends note de l'intérêt du député et examinerai la question pour voir ce qu'on peut faire.

* * *

RADIO-CANADA

LE MOTIF DE LA REPRISE DE L'ÉMISSION «ENCOUNTER WITH CANCER»

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. En sa capacité de

Questions orales

ministre chargé de la Société Radio-Canada, a-t-il fait part aux directeurs des services intéressés de la Société, des inquiétudes du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, de l'Association médicale canadienne et de l'Institut national du cancer concernant la reprise de l'émission qui laisse entendre que le médicament appelé Laetrile puisse être efficace contre le cancer?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, comme je l'ai déjà fait remarquer, toutes les observations qui m'ont été communiquées de sources diverses à propos de l'émission en question ont été transmises à la Société Radio-Canada. Je crois aussi pouvoir affirmer que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social s'est entretenu directement avec le président de la Société.

M. Gillies: Le secrétaire d'État peut-il faire connaître à la Chambre les raisons que la direction de Radio-Canada a données pour mettre l'émission en ondes après avoir été avertie par des personnes bien informées que cette émission pourrait faire un tort considérable aux malades souffrant du cancer?

M. Faulkner: Monsieur l'Orateur, il n'y a rien de nouveau à dire que la Société Radio-Canada est entièrement responsable des décisions prises en matière de programmation. Ce principe a d'ailleurs toujours été respecté à la Chambre depuis le jour même où cette société a été créée. Au nom de la Société, je demande à déposer une déclaration qui explique les raisons pour lesquelles on a présenté cette émission une seconde fois.

* * *

● (1450)

L'AGRICULTURE

ÉLEVAGE PORCIN—DEMANDE DE CONSULTATION DES ÉLEVEURS AU SUJET DE L'IMPORT-EXPORT

M. Jake Epp (Provencher): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Depuis quelque temps déjà, les Offices provinciaux de commercialisation du porc des trois provinces des Prairies ont demandé par télégrammes, lettres et appels téléphoniques, un nouvel entretien avec le ministre afin de discuter de l'importation de porcs au Canada et des difficultés que ces offices connaissent pour obtenir des permis d'exportation du ministère de l'Industrie et du Commerce. Le ministre voudrait-il indiquer s'il compte rencontrer les représentants de ces offices et s'il croit être en mesure de leur faire connaître l'attitude du gouvernement à l'égard des deux questions que j'ai mentionnées?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je sais qu'on a présenté des instances. Le sous-ministre de l'Agriculture, récemment, a fait une tournée des provinces de l'Ouest et rencontré les sous-ministres de ces provinces et j'ai communiqué avec lui juste avant d'entrer à la Chambre aujourd'hui. Je signale que nous n'avons pas rempli pour le moment nos contingents pour l'exportation de porcs aux États-Unis. En fait, il y a, en ce moment, au Canada, pénurie de produits porcins de bonne qualité. Je crois que le prix était hier à Toronto de \$64 les cent livres.